CGF
Pū Ti'a'aurua o te fa'aineinera'a Tōro'a

République française
Polynésie française

Mis en ligne le 20/10/2026

ARRÊTÉ N°2026 - 166 du 16 / 10 / 2026

PORTANT INSCRIPTION SUR LA LISTE D'APTITUDE AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE AU GRADE DE CONSEILLER DU CADRE D'EMPLOIS « CONCEPTION ET ENCADREMENT » (A) PAR APPRÉCIATION DE LA VALEUR ET DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE POUR L'ANNÉE 2026

Le Président du centre de gestion et de formation,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1852-8 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005, modifiée, portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011, modifié, fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment ses articles 10 et 11 ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n°1116 DIPAC du 5 juillet 2012, modifié, fixant le statut particulier du cadre d'emplois « conception et encadrement », notamment ses articles 8-1 à 8-4 ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française n°HC/26/DiRAJ/BAJC du 20 janvier 2025, modifié, fixant les modalités d'avancement de grade de promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle des fonctionnaires communaux, notamment ses articles 7 et 47 ;

Vu l'arrêté du président du Centre de gestion et de formation n°2025-159 du 25 novembre 2025 portant inscription sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade de conseiller de la catégorie « conception et encadrement » (A) par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle, notamment son article 5 ;

Vu le courrier n°204/statut/SG/JC/RT/LT du 15 mai 2026 ;

Vu le recensement des effectifs effectué auprès des communes de Polynésie française, de leurs groupements et de leurs établissements publics au 31 décembre 2025 ;

Vu les propositions transmises par les autorités de nomination ;

Vu l'avis n°2026-D022 de la commission administrative paritaire de la catégorie « conception et encadrement » ;

Considérant qu'il appartient au président du centre de gestion et de formation d'établir, après avis de la commission administrative paritaire compétente, la liste d'aptitude à la promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle, sur le fondement du b du 2° de l'article 44 de l'ordonnance du 4 janvier 2005 susvisée, des fonctionnaires qui justifient des conditions d'ancienneté fixées par les statuts particuliers ; que cette liste est valable pour l'ensemble de la Polynésie française ;

Considérant que la promotion des fonctionnaires du cadre d'emplois « maîtrise » au sein du cadre d'emplois « conception et encadrement » est conditionnée à la justification par les intéressés de cinq années de services publics effectifs accomplis en qualité de fonctionnaire du cadre d'emplois « maîtrise » ou équivalent en position d'activité ou de détachement dont un an dans le quatrième échelon du grade de technicien principal, ou un échelon supérieur ;

Considérant que seuls peuvent être promus les fonctionnaires proposés par les autorités de nomination ;

Considérant qu'aux termes du I de l'article 47 de l'arrêté du 20 janvier 2025 susvisé, le quota de promotion est calculé au titre des années 2025 à 2027, par dérogation aux dispositions des statut particuliers, en appliquant une proportion de 8% minimum de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement dans le cadre d'emplois et la spécialité considérés, arrêté au 31 décembre de l'année qui précède ; que, lorsque le nombre

d'inscriptions en liste d'aptitude calculé en application de l'alinéa précédent n'est pas un nombre entier, la décimale est ajoutée au nombre calculé au titre de l'année suivante ;

Considérant en outre qu'à titre transitoire pour l'année 2026, aux termes du II du même article, lorsque l'application des dispositions précitées a permis de procéder à moins de deux inscriptions en liste d'aptitude, deux inscriptions peuvent être réalisées au titre de cette année ;

Considérant qu'à la lumière des remontées d'informations transmises auprès du centre de gestion et de formation, l'effectif du cadre d'emplois « conception et encadrement » s'établissait au 31 décembre 2025 à cent trente-cinq fonctionnaires en spécialité « administrative », trente-deux en spécialité « technique », un en spécialité « sécurité civile » et un en spécialité « sécurité publique » ;

Considérant que l'application du quota de 8% à cet effectif permettrait la promotion de dix fonctionnaires en spécialité « administrative » et deux en spécialité « technique » ; qu'aucune promotion ne serait possible pour les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » ;

Considérant qu'en tenant compte des reports de décimale de l'année 2025, le nombre de promotions possibles est porté à onze fonctionnaires pour la spécialité « administrative » et trois fonctionnaires pour la spécialité « technique » ;

Considérant que le calcul des promotions possibles dans les spécialités « sécurité civile » et « sécurité publique » s'établissant à moins de deux, le nombre de fonctionnaires susceptibles d'être inscrits sur la liste d'aptitude est porté à deux dans ces spécialités en application du II de l'article 47 précité ;

Considérant que le nombre de fonctionnaires susceptible d'être inscrit sur la liste d'aptitude ne peut être supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus ;

Considérant que les propositions transmises par les autorités de nomination, l'examen des conditions d'ancienneté et l'avis de la commission administrative paritaire de la catégorie « conception et encadrement » permettent l'inscription de fonctionnaires sur les listes d'aptitude au titre de la promotion interne ;

Considérant la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience des fonctionnaires concernés ;

ARRÊTE

Article 1er :

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle pour l'accès au grade de conseiller de la spécialité « administrative » pour l'année 2026 est arrêtée ainsi qu'il suit, par ordre alphabétique :

Nom	Nom d'usage	Prénom(s)	Collectivité
BESSERT		Heimana, Stephan, Raufea	Commune de Faa'a
CUCHEVAL		Laurence	SPC-PF
IOGNA		Christine, Marie-Claude	Commune de Papeete
LAGARDE		Raivaru, Lenny	Commune de Papeete
TUMARAE	MOU SIN	Eline, Maimiti	Commune de Tubuai

Il n'est pas établi de liste complémentaire.

Article 2 :

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle pour l'accès au grade de conseiller de la spécialité « technique » pour l'année 2026 est arrêtée ainsi qu'il suit, par ordre alphabétique :

Nom	Nom d'usage	Prénom(s)	Collectivité
MAITERE		Teddy, Turaiapua	Commune de Papeete
MARAMA		Jeffry, Teanuhe	Commune de Teva I Uta

Il n'est pas établi de liste complémentaire.

Article 3 :

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle pour l'accès au grade de capitaine de la spécialité « sécurité civile » pour l'année 2026 est arrêtée ainsi qu'il suit, par ordre alphabétique :

Nom	Nom d'usage	Prénom(s)	Collectivité
BONNET		Xavier	Commune de Arue
DOMINGO		Roboam, Romane	Commune de Paea

Il n'est pas établi de liste complémentaire.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.1852-8 du code général des collectivités territoriales, les officiers de sapeurs-pompiers professionnels ne peuvent être nommés dans leur grade qu'après avis conforme du haut-commissaire de la République.

Article 4 :

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne par appréciation de la valeur et des acquis de l'expérience professionnelle pour l'accès au grade de directeur de police municipale de la spécialité « sécurité publique » pour l'année 2026 est arrêtée ainsi qu'il suit, par ordre alphabétique :

Nom	Nom d'usage	Prénom(s)	Collectivité
KAUTAI		Jean-Michel, Lucien	Commune de Papeete
TARAHU		Ariinui, Noël	Commune de Faa'a

Il n'est pas établi de liste complémentaire.

Article 5 :

L'inscription sur la liste d'aptitude n'emporte pas, par elle-même, promotion des fonctionnaires concernés.

Les fonctionnaires mentionnées aux articles 1er à 4 peuvent être promus, dans leur spécialité, au grade initial de conseiller, de capitaine ou de directeur de police municipale dans l'ensemble des communes, groupements de communes et établissements publics administratifs relevant des communes de Polynésie française, pendant un délai de deux ans, à compter de la publication du présent arrêté.

Article 6 :

Les reports de décimales prévus au deuxième alinéa du I de l'article 47 de l'arrêté du 20 janvier 2025 susvisé sont arrêtés comme suit pour le cadre d'emplois « conception et encadrement » :

- spécialité « administrative » : 0,20 ;
- spécialité « technique » : 0,20 ;
- spécialité « sécurité civile » : 0,16 ;
- spécialité « sécurité publique » : 0,16.

Article 7 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétence peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du Président du Centre de gestion et de formation. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 8 :

Le directeur général du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, transmis au haut-commissaire de la République en Polynésie française ainsi qu'aux maires et présidents de groupements de communes, et publié sur le site internet du Centre de gestion et de formation, ainsi qu'au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 octobre 2026

Le Président du Centre de gestion
et de formation

Damas, Terai TEUIRA